

# SNTRS Informations

**CGT**

**Bulletin de Liaison**

**du Syndicat National des Travailleurs de la Recherche Scientifique –**

Edité par nos soins — C.P. n°50099 — Directeur de la Publication : Jean OMNÈS — 25, rue de Chevreuse, 91400 Orsay  
Tél. 01.69.07.60.13 — Télécopie 01.69.07.50.05 — Courrier Electronique : SNTRS-CGT-BN@sntrs.u-psud.fr

N° 4 F

Mercredi 20 mai 1998

7,00fr.

**INSERM**

## *SOMMAIRE*

### Réforme de l'INSERM

- Page 2 Compte rendu CTPC du 5/05/98
- Page 3 **Intervention du SNTRS-CGT au CTPC du 5/05/98**  
**Tract A DIFFUSER ...**
- Page 4 Amendements proposés par l'intersyndicale
- Pages 5à7 Le texte issu des votes
- Page 8 Les commentaires sur ce texte et résultats du vote

### Résultats des élections aux CAP INSERM –1998-

- Page 9 **Analyse des résultats : Tract A DIFFUSER ...**  
Le SNTRS-CGT devient le 1<sup>er</sup> syndicat chez les ITA !
- Page 10 Liste des nouveaux élus SNTRS-CGT
- Pages 11à14 **Résultats officiels des CAP inserm –1998-**
- Page 15 Commentaires de la CE inserm sur le communiqué du secteur chercheur SNTRS du 5/05/98.
- Pages 15-16 Compte rendu de la réunion UGFF sur la PRECARITE du 14/04/98, rédigé par F. FAVIER

## Compte rendu CTPC du 5 mai 1998

1) Cette réunion du CTPC avait été précédée d'une première convocation, le 22 avril, boycottée par l'ensemble des syndicats (SNCS-FSU, SGEN-CFDT, SNIRS-CGC, SNTRS-CGT, CFTC), d'une réunion de préparation intersyndicale, au cours de laquelle des amendements communs avaient été préparés et d'entrevues séparées entre le cabinet de M. ALLEGRE et divers syndicats (SNCS, SGEN,...). Tout en restant ferme sur les mesures qui permettraient aux ministres de peser plus lourdement sur la politique de l'institut, le cabinet avait reformulé quelques points litigieux et se disait disposer à accepter certains amendements qui pourraient être proposés en CTPC. Plusieurs dizaines de personnes s'étaient rassemblées dans le hall de la rue de Tolbiac à 8 h 45 pour soutenir leurs représentants.

2) La matinée a été consacrée à la discussion sur ces amendements et l'après-midi les votes ont eu lieu article par article puis vote global. Il y avait 8 élus (il manquait 1 SNIRS et 1 SGEN) et 9 nommés par l'administration pour les premiers articles et ensuite 10 nommés avec le retour du Secrétaire Général.

3) L'interruption de séance du repas a été mise à profit par le DG pour se concerter avec le cabinet du Ministre. Dans l'après-midi, les amendements ayant reçu l'aval ministériel ont fait l'objet de votes séparés.

CGT

**SNTRS**

SYNDICAT NATIONAL DES TRAVAILLEURS  
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

25, rue de cheureuse

91400 ORSAY

TELEPHONE : 01 69 07 60 13

TELECOPIE : 01 69 07 50 05

E-MAIL : SNTRS-CGT-BN@sntrs.u-psud.fr

## Intervention du SNTRS-CGT au CTPC du 5 mai 1998

Tout en reconnaissant les avancées substantielles réalisées depuis la toute première proposition, et bien qu'ayant voté la plupart des amendements débattus ce jour, le SNTRS-CGT votera contre le projet de modification du décret de 1983.

Nous répétons que nous ne sommes pas opposés par principe à l'introduction de changements dans le fonctionnement actuel de l'INSERM, afin qu'il réponde mieux à ses missions. Mais la méthode employée par le Gouvernement n'est pas la bonne. Il ne s'agit pas ici d'une critique émanant d'une communauté scientifique « vexée » de n'avoir pas été traitée avec les égards qui lui sont dus et de n'avoir pas été consultée d'emblée pour l'élaboration des propositions, ni une réaction corporatiste d'un milieu cramponné sur le statu quo, mais bien d'une critique de fond.

Face aux grands défis de la santé et de la maladie aujourd'hui, face aux formidables moyens scientifiques et techniques d'agir sur l'homme et la nature, il est nécessaire d'organiser de véritables Assises de la Recherche, afin que soient débattues largement par les personnels des Laboratoires et les citoyens concernés, les grandes orientations de la Recherche. Quelle recherche biologique, médicale et en santé voulons-nous aujourd'hui, quelles relations doit elle avoir avec la Société, l'Etat, l'industrie, les associations caritatives... ? Des réponses à ces questions, démocratiquement abordées, découleront les réponses à la question des moyens et des structures. Plutôt que d'agir de façon technocratique et bureaucratique en voulant changer la réalité par décrets et en agissant d'abord sur les structures, il faut favoriser le débat d'idées et permettre une motivation des personnels, une mobilisation des citoyens sur ces questions fondamentales pour l'avenir de la recherche et de ses relations avec la Société. Les changements de structure, s'ils s'avèrent nécessaires, viendront après. Le gouvernement a mis la charrue avant les bœufs.

De plus, il aurait fallu que la volonté du gouvernement de faire de la recherche médicale une priorité, se traduise par une véritable inversion du courant de décrue des effectifs et des moyens récurrents, observé depuis des années : aujourd'hui plus de 3 500 personnes travaillent sur statuts précaires dans les Laboratoires de l'INSERM, avec le plus souvent des temps partiels forcés, et en moyenne la participation de l'Organisme au fonctionnement des unités n'est plus que de 50 %. C'est à ce niveau qu'en priorité doivent être portés les efforts ! Les chercheurs seront alors moins contraints de céder au pilotage par aval, en finançant leurs recherches à coup de contrats.

Notre syndicat ne fait pas allégeance au Gouvernement quel qu'il soit. Notre rôle est de défendre la Recherche et ses personnels, dans l'esprit de ce que nous avons exposé plus haut.

# Amendements proposés par l'intersyndicale

## Article 1

« En accord avec les grandes orientations en matière de recherche biologique, médicale et en santé débattues par le Parlement, ..... »

## Article 4

Le président du CA est élu en son sein parmi les personnalités compétentes dans le domaine de la recherche biomédicale et de la santé pour une durée de 3 ans.

Il comprend :

...

« 3° Huit représentants des personnels.....,

quatre d'entre eux représentant les personnels chercheurs, les quatre autres représentant les personnels ingénieurs, techniciens et administratifs. ....»

## Article 5

Remplacé tout par :

Un colloque réunissant le CA et le CS se tiendra à chaque changement du Conseil Scientifique et à l'occasion de la présentation du rapport de conjoncture et prospective.

## Article 6

« Après étude des réflexions et propositions du CS en matière de politique scientifique, le CA donne ses recommandations sur les grandes orientations de la politique de l'Institut. :

« 1° - supprimer la virgule entre directions de services ou de programme .....»

## Article 6 2°) Devient :

Le budget et ses modifications, les grands équilibres de la politique de recrutement des personnels et de la répartition des moyens.

## Article 8

Le CS est l'instance de réflexion et de proposition de l'Institut en matière de politique scientifique, il coordonne l'activité des CSS et des Intercommissions. A ce titre ..... en établissant un rapport périodique de conjoncture et de prospective.

Il évalue périodiquement ....., et à des membres des CSS, désignés par le DG sur proposition de celles-ci. A cette occasion, .....

Il est consulté par le DG sur :

1°), 2°), 3°), 4°)

5°) La répartition des emplois de chercheurs et d'ingénieurs, de techniciens, d'administratifs à pourvoir ;

## Article 10 sur les CSS

5<sup>ème</sup> alinéa : Elles sont consultées par le DG dans leur secteur de compétence sur :

1°) .....

2°) Les actions mises en œuvre dans le cadre des programmes pour la partie relevant de leur compétence.

3°) La nomination des directeurs .....

4°) L'association de l'Institut avec des unités de recherche d'autres organismes, des équipes universitaires, hospitalières ou hopitalo-universitaires, et d'une manière générale avec tout laboratoire de recherche public.

5°) Toute autre question .....

## Article 12

7<sup>e</sup> paragraphe : « Il est assisté par des conseillers scientifiques.

## Article 13

« Les conseillers scientifiques sont nommés..... et de la coordination des programmes des actions transversales et intercommissions.

## Article 14

Des Administrations Déléguées Régionales sont créées .....

Les administrateurs délégués régionaux sont nommés .....

\* \* \* \* \*

## REMARQUES :

Programmes à définir ?

Peut-être partout programmes notamment transversaux ?

## TEXTE ISSU DES VOTES

### Modifications par rapport au texte initial en gras

#### Article 1er-

A l'article 3 du décret du 10 novembre 1983 susvisé, les dispositions figurant avant le a) sont remplacées par les dispositions suivantes:

«**En accord avec les grandes orientations nationales en matière de recherche biologique, médicale et en santé**, en liaison avec les établissements d'enseignement supérieur, les autres organismes publics de recherche et les centres hospitaliers universitaires, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale a pour missions: ».

#### Article 2-

Le 4° de l'article 4 du décret du 10 novembre 1983 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes:

« 4° Coopérer, en particulier sous forme de conventions et de groupements d'intérêt public, avec des organismes ayant des missions complémentaires des siennes, notamment avec les autres organismes de recherche, les établissements d'enseignement supérieur et les centres hospitaliers universitaires; ces conventions peuvent donner lieu à la constitution d'instituts fédératifs de recherche visant à accroître les échanges et les collaborations et à mettre en commun des services ou des équipements nécessaires à l'accomplissement de ces missions.»

#### Article 3-

Le 3ème alinéa de l'article 5 du décret du 10 novembre 1983 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes:

«L'Institut dispose d'unités de recherche, propres et mixtes, et de services communs.»

#### Article 4-

L'article 6 du décret du 10 novembre 1983 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes:

« Article 6 - Le président du conseil d'administration, choisi parmi les personnalités compétentes dans le domaine de la recherche biomédicale et de la santé, est nommé par décret en conseil des ministres pris sur proposition conjointe du ministre chargé de la recherche et du ministre chargé de la santé. Le président est nommé pour une durée de trois ans. Ses fonctions sont renouvelables.

« Outre son président, le conseil d'administration comprend:

« 1° Huit membres de droit:

« - le directeur de la recherche au ministère chargé de la recherche;

« - le directeur de la technologie au ministère chargé de la recherche;

« - le directeur de l'enseignement supérieur au ministère chargé de l'enseignement supérieur;

« - le directeur général de la santé au ministère chargé de la santé;

« - le directeur des hôpitaux au ministère chargé de la santé;

« - le directeur du budget au ministère chargé du budget;

« - le président du conseil d'administration du centre national de la recherche scientifique;

« - le premier vice-président de la conférence des présidents d'université.

« Les membres de droit peuvent, en cas d'absence ou d'empêchement, être suppléés par un représentant nommément désigné.

«2° Douze personnalités nommées pour trois ans, renouvelables une fois, par décret pris sur proposition conjointe du ministre chargé de la recherche et du ministre chargé de la santé, choisies:

« - pour six d'entre elles en raison de leur compétence dans le domaine de la recherche biomédicale et de la santé;

« - pour trois d'entre elles en raison de leur compétence dans le domaine économique et social;

« - pour trois d'entre elles parmi les personnalités représentatives du monde du travail;

«3° Six représentants des personnels de l'Institut élus pour une durée de trois ans, renouvelables une fois, trois d'entre eux représentant les personnels chercheurs, les trois autres représentant les personnels ingénieurs, techniciens et administratifs. Les modalités d'élection sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé de la recherche et du ministre chargé de la santé.

« Le directeur général, le secrétaire général, le contrôleur financier, l'agent comptable et le président du conseil scientifique de l'Institut assistent aux séances avec voix consultative.

« Le président peut également appeler à participer aux séances, avec voix consultative, toute personne dont il juge la présence utile.

« Les membres autres que les membres de droit, décédés ou démissionnaires, doivent être remplacés. Dans ce cas, le mandat des nouveaux membres expire à la date à laquelle aurait normalement pris fin celui de leur prédécesseur.

« Les fonctions de membre du Conseil d'Administration sont incompatibles avec celles de membre des instances scientifiques mentionnées aux articles 5, 11, 13 et 15.

« Les fonctions de membre du conseil d'administration sont gratuites.»

#### Article 5-

L'article 7 du décret du 10 novembre 1983 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes:

« Article 7 - Dans l'exercice de ses fonctions, le président du conseil d'administration peut s'entourer des avis du-directeur général, du président et du vice-président du conseil scientifique. Il peut consulter des personnalités du monde de la recherche et de la santé, appartenant ou non au conseil d'administration et aux instances scientifiques de l'Institut.»

#### Article 6-

A l'article 8 du décret du 10 novembre 1983 susvisé, les dispositions figurant avant le 3° sont remplacées par les dispositions suivantes:

« Le conseil d'administration fixe les grandes orientations de la politique de l'institut. Il délibère sur :

« 1° - Les mesures générales relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'institut, notamment la création, la modification ou la suppression de directions administratives ou de programmes concernant des domaines de recherche dont le développement ne peut être assuré par une seule Commission Scientifique Spécialisée.

« 2° - Le budget et ses modifications, la répartition des moyens et les grandes lignes de la politique de recrutement des personnels. »

#### Article 7 -

L'article 10 du décret du 10 novembre 1983 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 10 - Le conseil d'administration se réunit au moins trois fois par an sur convocation de son président, qui fixe l'ordre du jour. Il peut être réuni dans les mêmes conditions à la demande de la majorité de ses membres, ou à celle du directeur général de l'institut.

« Le conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente. Si ce quorum n'est pas atteint, le conseil est à nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai maximum de vingt jours; il délibère alors sans condition de quorum.

« Les délibérations du conseil sont prises à la majorité des membres présents; en cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

« En cas d'empêchement du président, la présidence des débats revient au membre le plus ancien du conseil et, à ancienneté égale, au plus âgé. »

#### Article 8 -

L'article 11 du décret du 10 novembre 1983 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 11 - Le conseil scientifique est l'instance de réflexion et de proposition de l'institut en matière de politique scientifique. A ce titre, en liaison avec l'ensemble des instances consultatives de l'institut, il contribue à l'élaboration de cette politique, notamment en établissant un rapport, lors de chaque mandature, de conjoncture et de prospective.

« Ce rapport fait l'objet d'une présentation au Conseil d'Administration lors d'une réunion des deux conseils.

« Il évalue périodiquement l'activité des instituts fédératifs de recherche, en concertation avec les établissements d'enseignement supérieur, les centres hospitaliers universitaires et les autres organismes publics de recherche qui participent à ces instituts. Il peut faire appel, dans ce but, à des experts extérieurs, notamment étrangers, et à des membres des commissions scientifiques spécialisées, désignés par le directeur général sur proposition de celles-ci. A cette occasion, il donne un avis sur les moyens en personnels, en équipements et en crédits de fonctionnement qui leur sont nécessaires.

« Il est consulté par le directeur général sur :

« 1° La création, la modification ou la suppression des unités de recherche de l'institut, après avis des commissions scientifiques spécialisées;

« 2° La nomination des directeurs des unités de recherche, le renouvellement de leurs fonctions ou la décision d'y mettre fin, après avis des commissions scientifiques spécialisées;

« 3° La création, la modification ou la suppression de programmes après avis des Commissions Scientifiques Spécialisées concernées;

« 4° La participation de l'institut à des instituts fédératifs de recherche;

« 5° La répartition des emplois de chercheurs à pourvoir;

« 6° Les lignes directrices des actions de valorisation, d'information et de formation de l'institut;

« 7° Les grandes lignes de la politique de l'emploi des Ingénieurs, Techniciens et Administratifs.

« Il est informé de l'activité des services communs et peut être consulté par le conseil d'administration ou le directeur général sur toute question relevant de la compétence de l'institut ».

#### Article 9 -

L'article 12 du décret du 10 novembre 1983 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 12 - Le conseil scientifique est composé, pour les trois cinquièmes de membres élus par les personnels propres de l'institut et par les personnes qui contribuent aux activités de ce dernier et, pour les deux cinquièmes, de membres nommés par les ministres de tutelle. Le mandat des membres élus ou nommés est de quatre ans. Il n'est pas renouvelable immédiatement.

« Le conseil scientifique élit son président et son vice-président parmi ses membres.

« Il se réunit au moins trois fois par an, sur convocation du directeur général ou à la demande écrite et motivée des deux tiers de ses membres.

« Les modalités des élections, la composition et les règles de fonctionnement du conseil scientifique sont fixées par un arrêté conjoint du ministre chargé de la recherche et du ministre chargé de la santé »

#### Article 10 -

L'article 13 du décret du 10 novembre 1983 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 13 - « Les commissions scientifiques spécialisées sont compétentes chacune pour un secteur de la recherche. Elles sont créées par arrêté des ministres de tutelle.

« Elles évaluent périodiquement l'activité des chercheurs et des unités de recherche qui relèvent de leur secteur et les moyens en personnel et en équipement qui leur sont nécessaires pour atteindre leurs objectifs scientifiques.

« Elles contribuent à l'élaboration du rapport de conjoncture et de prospective établi par le conseil scientifique.

« Elles sont consultées par le directeur général dans leur secteur de compétence sur :

« 1° La création, la modification ou la suppression des unités de recherche de l'institut;

« 2° La nomination des directeurs des unités de recherche de l'Institut, le renouvellement de leurs fonctions ou la décision d'y mettre fin;

« 3° La création, la modification ou la suppression de programmes et des actions mises en oeuvre dans leur domaine de compétence;

« 4° L'association de l'Institut avec des unités de recherche d'autres organismes ou avec des équipes universitaires, hospitalières ou hospitalo-universitaires, et d'une manière générale avec tout laboratoire de recherche public ou privé.

« 5° Toute autre question qu'il leur soumet. »

#### Article 11.-

L'article 14 du décret du 10 novembre 1983 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes:

« Article 14 - Les commissions scientifiques spécialisées sont composées, pour les trois cinquièmes de membres élus par les personnels propres de l'Institut et par les personnes qui contribuent aux activités de ce dernier et, pour les deux cinquièmes, de membres nommés par les ministres de tutelle. Le mandat des membres élus ou nommés est de quatre ans. Il n'est pas renouvelable immédiatement.

« Elles se réunissent au moins deux fois par an, sur convocation du directeur général ou à la demande écrite et motivée des deux tiers de leurs membres.

« Les modalités des élections, la composition et les règles de fonctionnement des commissions sont fixées par un arrêté conjoint du ministre chargé de la recherche et du ministre chargé de la santé. »

#### Article 12.-

L'article 17 du décret du 10 novembre 1983 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes:

« Article 17 - Le directeur général, choisi parmi les personnalités compétentes dans le domaine de la recherche biomédicale et de la santé, est nommé par décret en conseil des ministres, sur proposition conjointe du ministre chargé de la recherche et du ministre chargé de la santé. Ses fonctions, d'une durée de trois ans, sont renouvelables.

« Il assure la direction de l'Institut.

« Il prépare les délibérations du Conseil d'Administration et assure leur exécution.

« Il gère le personnel.

« Il représente l'Institut en justice et dans tous les actes de la vie civile.

« Il est ordonnateur principal du budget de l'Institut.

« Il est assisté par des directeurs scientifiques.

« Il peut déléguer sa signature. »

#### Article 13.-

Il est inséré après l'article 18 du décret du 10 novembre 1983 susvisé un article 18-1 ainsi rédigé:

« Article 18-1 - Les directeurs scientifiques sont nommés par arrêté du ministre chargé de la recherche et du ministre chargé de la santé, sur proposition du directeur général de l'Institut. Ils participent à l'élaboration de la politique scientifique de l'Institut et sont plus spécialement chargés, sous l'autorité du directeur général, de l'animation et de la coordination des programmes décidés par le conseil d'administration.

« Les fonctions de directeur scientifique ne sont pas compatibles avec celles de membre du conseil d'administration ou des instances scientifiques mentionnées aux articles 11, 13 et 15 du présent décret.

« Sauf lorsqu'ils y sont expressément invités, ils n'assistent pas aux réunions des instances scientifiques susmentionnées. »

#### Article 14.-

Le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 21 du décret du 10 novembre 1983 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes:

« Des administrations déléguées sont créées par le directeur général, après avis du conseil d'administration.

« Les administrateurs délégués sont nommés par le directeur général. Ils assurent la représentation de l'Institut et coordonnent ses activités dans leur circonscription. Le directeur général peut leur déléguer tout ou partie de ses pouvoirs administratifs dans la limite de leurs attributions. »

#### Article 15

Le mandat du président et des membres du conseil d'administration en fonction à la date de publication du présent décret autres que les représentants des personnels élus prendra fin à cette date. Le mandat du président et des administrateurs, qui seront ensuite nommés en application de l'article 4 du présent décret, expirera en même temps que celui des représentants des personnels élus en fonction à la même date.

#### Article 16 -

Les fonctions du directeur général nommé avant l'entrée en vigueur du présent décret prendront fin après une période de trois ans, à compter de la date de sa nomination.

#### Article 17

Le conseil scientifique et les commissions scientifiques spécialisées sont maintenus en fonction jusqu'au terme des mandats en cours à la date de publication du présent décret, dans leur composition initiale et avec les attributions qui leur sont conférées par le présent décret.

#### Article 18.-

La ministre de l'emploi et de la solidarité, le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et le secrétaire d'Etat à la santé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le

Comme on pouvait le craindre, le texte final conserve les aspects centralisateurs des textes antérieurs. Il n'a même pas été possible d'obtenir que le rôle de définition des « grandes orientations » théoriquement attribué au C.A. se reflète dans la formulation concernant la répartition des crédits : le C.A. définit les grandes lignes de la politique des personnels, mais décide, sans aucune restriction, de la répartition des moyens.

**Résultats du vote sur l'ensemble du texte.**

POUR,        10 Administration  
CONTRE,     8 syndicats

Compte tenu de l'absence de 2 élus, le DG, Président du CTPC, n'a pas eu à faire valoir sa voix prépondérante.

## ELECTIONS AUX CAP INSERM 1998 :

### *le SNTRS-CGT devient le 1er syndicat chez les ITA !*

La **Commission Exécutive de la section nationale INSERM du SNTRS-CGT** a examiné les résultats définitifs et officiels des élections aux CAP INSERM le 15 mai 1998.

En premier lieu, le « retard » quand à la publication de ces résultats est du au fait qu'au moins deux CAP n'avaient pas atteint le quorum (50% de votants) ce qui, selon les nouveaux textes, entraîne un nouveau tour de scrutin pour les CAP en question. La Commission Electorale, réunie le 22 avril 1998, a procédé au contrôle des dépouillements des ADR de province et du siège. Elle a notamment harmonisé les critères de rejet des votes ce qui a permis d'établir que **le quorum était bien atteint dans toutes les CAP**. Il n'y avait donc pas lieu de faire de second tour. La Commission Electorale s'est réunie à nouveau le 14 mai 1998 pour officialiser les résultats et pour l'attribution des sièges.

Pour les **CAP ITA** : le **SNTRS-CGT devient le 1er syndicat avec 33,2% (+6,5%, 12 élus « théoriques » soit +4)** devant le SGEN (28,4%, -12,3%, 10 élus soit -5); le SNIRS (25,9%, +3,7%, 10 élus soit +3) et la CFTC (12,5%, +2,2%, 3 élus soit -2). En SAR, nous « perdons » un de nos 2 élus faute de candidats au profit du SNIRS. **Le SNTRS a donc 11 élus** dont la liste est donnée en Annexe. Avec tous les élus SNTRS, on défendra au mieux les personnels, individuellement et collectivement.

Pour les **CAP Chercheurs** : Il y a un **léger tassement pour le SNTRS par rapport à l'USCA en 1995 : 5,2% (-0,7%) soit de 64 à 57 voix (-7 voix)**. le SNCS reste majoritaire à 50,6% (-0,5%) suivi du SGEN (22,4%, +0,7%), du SNIRS (21,8%, +0,4%).

Si on analyse plus en détails les **votes SNTRS-CGT par CAP**, nous pouvons observer un **maintien de nos positions** pour les **CAP ITA IR (-0,8%, +4 voix)**, **IE (-1%, -5 voix)**, **AI (-2,6%, -3 voix)** et **AAR (-4,1%, -3 voix)**, ce malgré les baisses en pourcentage, non significatives lorsque l'écart de voix est si faible, dues, entre autres, aux départs à la retraite de certains de nos adhérents. Il faudra donc faire un effort envers les jeunes malgré le faible recrutement externe de ces dernières années. Cela est plus que compensé par le **très bon résultat chez les TR (+4,2%, +27 voix)** et **chez les SAR (+5,5%, +8 voix)**. Il faut aussi noter les **bons scores des 2 CAP AJT (50%)** et **AGT (45,9%)** où nous ne présentions pas de liste en 1995.

L'analyse **par ADR (CAP ITA)** montre des **progrès sensibles du SNTRS** dans toutes les ADR excepté à **Lyon (ADR5, 25,4%, -0,2%)** notamment en **Ile de France (35,1%, +8,8%)**, à **Toulouse (ADR4, 43,1%, +8,2%)**, à **Bordeaux (ADR9 avec le « Grand Ouest » en plus par rapport à 1995, 25,3%, +11%)** et à **Lille (ADR7 malgré la perte du « Grand Ouest », 45,4%, +12,4%)**. Nous progressons également à **Marseille (ADR2, 34,7%, +3,2%)**, à **Montpellier (ADR8, 30,4%, +1,7%)** et à **Strasbourg (ADR16, 21,8%, +3,3%)**. Ainsi, le **SNTRS-CGT devient la première organisation syndicale chez les ITA dans 4 régions** (pour 2 seulement en 95) et la **2<sup>ème</sup> dans les 4 autres**.

Au total, nous pouvons nous féliciter de ces résultats qui montrent une **progression importante de notre représentativité chez les personnels de l'INSERM**. Cela ne peut que nous renforcer dans notre action revendicative pour la défense de notre statut de travailleur permanent de la recherche et pour le développement d'un véritable organisme public de recherche médicale, biologique et en santé. Il convient de noter aussi la forte chute du SGEN-CFDT, en particulier chez les ITA (-12,3%) sans doute due au rejet d'une partie de son électorat suite aux luttes de novembre/décembre 1995 contre le plan Juppé et aux ambiguïtés des positions nationales de la CFDT et de sa secrétaire générale N. Notta. Le SNIRS-CGC a profité en partie (avec le SNTRS) de cette situation et est en net progrès aussi bien chez les ITA que chez les chercheurs.

Paris le 15 mai 1998

## Liste des nouveaux élus SNTRS-CGT Aux CAP INSERM - 1998 -

| CAP  | Titulaires                                   | Suppléants                       |
|--|--|----------------------------------|
| N°3 (IR 2)                                     | BREDOUX R.                                   | BERTAULT A.                      |
| N°4 (IE 1)                                     | RICHET C.                                    | DRIANCOURT C.                    |
| N°5 (AI)                                       | LESECQ R.                                    | LATOURE C.                       |
| N°6 (TR) TE<br>TS<br>TN                        | LAPLACE M.<br>DELAUTIER D.<br>GODELIER J.-L. | HERNO J.<br>MORA C.<br>POTTIN C. |
| N°7 (AJT) AJTP<br>AJTE5-AJT2                   | ADUBEIRO S.<br>MARTIN-HARDY P.               | SIMEONI J.<br>TERRONES S.        |
| N°8 (AGT) AGTE3                                | BOURGEOIS M.<br>CANESTRELLI C.               | PECHE M.<br>DEZ C.               |
| N°9 (SAR) SARN<br>(1 poste SNTRS perdu en SAR) | DOUDARD D.                                   | DEGIOANNINI V.                   |

## RESULTATS OFFICIELS DES CAP INSERM 1998

## ITA :

Le SNTRS-CGT devient le 1er syndicat avec 33,2% (+6,5%, 12 élus soit +4) devant le SGEN (28,4%, -12,3%, 10 élus soit -5); le SNIRS (25,9%, +3,7%, 10 élus soit +3) et la CFTC (12,5%, +2,2%, 3 élus soit -2)

## Chercheurs :

Léger tassement pour le SNTRS par rapport à l'USCA en 1995 : 5,2% (-0,7%) soit de 64 à 57 voix (-7 voix). le SNCS reste majoritaire à 50,6% (-0,5%) suivi du SGEN (22,4%, +0,7%), du SNIRS (21,8%, +0,4%).

## Résultats SNTRS-CGT par CAP :

|     |                      |         |        |      |            |                        |
|-----|----------------------|---------|--------|------|------------|------------------------|
| CR  | 9%                   | (-1,1%) | 0 élu  | (=)  | (-7 voix)  | (pas de liste en DR)   |
| IR  | 31,9%                | (-0,8%) | 1 élu  | (=)  | (+4 voix)  |                        |
| IE  | 26,7%                | (-1%)   | 1 élu  | (=)  | (-5 voix)  |                        |
| AI  | 28,4%                | (-2,6%) | 1 élu  | (=)  | (-3 voix)  |                        |
| TR  | 43,6%                | (+4,2%) | 3 élus | (=)  | (+27 voix) |                        |
| AJT | 50%                  | (-)     | 2 élus | (+2) | (+52 voix) | (pas de liste en 1995) |
| AGT | 45,9%                | (-)     | 2 élus | (+2) | (+28 voix) | (pas de liste en 1995) |
| AAR | 28,6%                | (-4,1%) | 0 élu  | (-1) | (-3 voix)  |                        |
| SAR | 27,4%                | (+5,5%) | 2 élus | (+1) | (+8 voix)  |                        |
| AJA | pas de liste en 1998 |         |        |      |            | (pas de liste en 1995) |

## Résultats SNTRS-CGT par ADR :

## CHERCHEURS

|                    |      |          |         |           |
|--------------------|------|----------|---------|-----------|
| Ile de France      | 5,5% | (-0,6%)  | 31 voix | (-3 voix) |
| ADR2 (Marseille)   | 3,6% | (-1,5%)  | 3 voix  | (-1)      |
| ADR4 (Toulouse)    | 1,8% | (-10,2%) | 1 voix  | (-5)      |
| ADR5 (Lyon)        | 6,1% | (+0,6%)  | 8 voix  | (+1)      |
| ADR7 (Lille)*      | 3,3% | (-0,4%)  | 2 voix  | (-1)      |
| ADR8 (Montpellier) | 3%   | (-5,1%)  | 2 voix  | (-4)      |
| ADR9 (Bordeaux)*   | 5,8% | (+1,4%)  | 4 voix  | (+3)      |
| ADR16 (Strasbourg) | 7,9% | (+3,9%)  | 6 voix  | (+3)      |

## ITA

|                    |       |          |   |
|--------------------|-------|----------|---|
| Ile de France      | 35,1% | (+8,8%)  | 1 <sup>er</sup> (98) / 2 <sup>ème</sup> (95)  |
| ADR2 (Marseille)   | 34,7% | (+3,2%)  | 1 <sup>er</sup> (98) / 2 <sup>ème</sup> (95)  |
| ADR4 (Toulouse)    | 43,1% | (+8,2%)  | 1 <sup>er</sup> (98) / 1 <sup>er</sup> (95)   |
| ADR5 (Lyon)        | 25,4% | (-0,2%)  | 2 <sup>ème</sup> (98) / 2 <sup>ème</sup> (95) |
| ADR7 (Lille)*      | 45,4% | (+12,4%) | 1 <sup>er</sup> (98) / 1 <sup>er</sup> (95)   |
| ADR8 (Montpellier) | 30,4% | (+1,7%)  | 2 <sup>ème</sup> (98) / 2 <sup>ème</sup> (95) |
| ADR9 (Bordeaux)*   | 25,3% | (+11%)   | 2 <sup>ème</sup> (98) / 3 <sup>ème</sup> (95) |
| ADR16 (Strasbourg) | 21,8% | (+3,3%)  | 2 <sup>ème</sup> (98) / 3 <sup>ème</sup> (95) |

\* : le « Grand Ouest » est passé de l'ADR7 (Lille) en 95 à l'ADR9 (Bordeaux) en 98



| CAP INSERM TOTAL / ADR |  | 1998-1995 |      |         |       |            |      |      |      |           |       |          |        |           |        |           |        |       |       |
|------------------------|--|-----------|------|---------|-------|------------|------|------|------|-----------|-------|----------|--------|-----------|--------|-----------|--------|-------|-------|
| CHERCHEURS             |  | Inscrits  |      | Volants |       | Exprimés   |      | CFTC |      | SGEN-CFDT |       | SNCS-FSU |        | SNIRS-CGC |        | SNTRS-CGT |        | USCA  |       |
|                        |  | 95        | 98   | 95      | 98    | 95         | 98   | 95   | 98   | 95        | 98    | 95       | 98     | 95        | 98     | 95        | 98     | 95    | 98    |
|                        |  | 1029      | 1037 | 578     | 573   | 557        | 561  | 0,00 | 0,00 | 126       | 121   | 310      | 311    | 87        | 98     | 0,00      | 31     | 34    | 34    |
| Ile de France          |  |           |      | 56,17   | 55,26 |            |      | x    | x    | 22,62     | 21,57 | 55,66    | 55,44  | 15,62     | 17,47  | 0,00      | 5,53   | 6,10  | 6,10  |
|                        |  |           |      |         | -0,92 |            |      | x    | x    | -1,05     |       |          | -0,22  |           | 1,85   |           | -0,58  |       |       |
|                        |  |           |      |         |       | Place Orga |      | x    | x    | (2)       | (2)   | (1)      | (1)    | (3)       | (3)    | x         | (4)    | (4)   | (4)   |
| ADR2                   |  | 152       | 167  | 78      | 92    | 78         | 83   | 0,00 | 0,00 | 26        | 30    | 29       | 30     | 19        | 20     | 0,00      | 3      | 4     | 4     |
| (Marseille)            |  |           |      | 51,32   | 55,09 |            |      | x    | x    | 33,33     | 36,14 | 37,18    | 36,14  | 24,36     | 24,10  | 0,00      | 3,61   | 5,13  | 5,13  |
|                        |  |           |      |         | 3,77  |            |      | x    | x    | 2,81      |       |          | -1,03  |           | -0,26  |           | -1,51  |       |       |
|                        |  |           |      |         |       | Place Orga |      | x    | x    | (2)       | (1=)  | (1)      | (1=)   | (3)       | (3)    | x         | (4)    | (4)   | (4)   |
| ADR4                   |  | 79        | 85   | 50      | 56    | 50         | 56   | 0,00 | 0,00 | 8         | 16    | 26       | 27     | 10        | 12     | 0,00      | 1      | 6     | 6     |
| (Toulouse)             |  |           |      | 63,29   | 65,98 |            |      | x    | x    | 16,00     | 28,57 | 52,00    | 48,21  | 20,00     | 21,43  | 0,00      | 1,79   | 12,00 | 12,00 |
|                        |  |           |      |         | 2,59  |            |      | x    | x    | 12,57     |       |          | -3,79  |           | 1,43   |           | -10,21 |       |       |
|                        |  |           |      |         |       | Place Orga |      | x    | x    | (3)       | (2)   | (1)      | (1)    | (2)       | (3)    | x         | (4)    | (4)   | (4)   |
| ADR5                   |  | 221       | 216  | 132     | 134   | 128        | 131  | 0,00 | 0,00 | 40        | 35    | 45       | 53     | 36        | 35     | 0,00      | 8      | 7     | 7     |
| (Lyon)                 |  |           |      | 59,73   | 62,04 |            |      | x    | x    | 31,25     | 26,72 | 35,16    | 40,46  | 28,13     | 26,72  | 0,00      | 6,11   | 5,47  | 5,47  |
|                        |  |           |      |         | 2,31  |            |      | x    | x    | -4,53     |       |          | 5,30   |           | -1,41  |           | 0,64   |       |       |
|                        |  |           |      |         |       | Place Orga |      | x    | x    | (2)       | (2=)  | (1)      | (1)    | (3)       | (2=)   | x         | (4)    | (4)   | (4)   |
| ADR7                   |  | 141       | 88   | 102     | 61    | 101        | 60   | 0,00 | 0,00 | 10        | 10    | 56       | 27     | 32        | 21     | 0,00      | 2      | 3     | 3     |
| (Lille)*               |  |           |      | 72,34   | 69,32 |            |      | x    | x    | 9,90      | 16,67 | 55,45    | 45,00  | 31,68     | 35,00  | 0,00      | 3,33   | 2,97  | 2,97  |
|                        |  |           |      |         | -3,02 |            |      | x    | x    | 6,77      |       |          | -10,45 |           | 3,32   |           | 0,36   |       |       |
|                        |  |           |      |         |       | Place Orga |      | x    | x    | (3)       | (3)   | (1)      | (1)    | (2)       | (2)    | x         | (4)    | (4)   | (4)   |
| ADR8                   |  | 112       | 120  | 74      | 72    | 74         | 67   | 0,00 | 0,00 | 16        | 18    | 35       | 32     | 17        | 15     | 0,00      | 2      | 6     | 6     |
| (Montpellier)          |  |           |      | 66,07   | 60,00 |            |      | x    | x    | 21,62     | 26,87 | 47,30    | 47,76  | 22,97     | 22,39  | 0,00      | 2,99   | 8,11  | 8,11  |
|                        |  |           |      |         | -6,07 |            |      | x    | x    | 5,24      |       |          | 0,46   |           | -0,58  |           | -5,12  |       |       |
|                        |  |           |      |         |       | Place Orga |      | x    | x    | (3)       | (3)   | (1)      | (1)    | (2)       | (2)    | x         | (4)    | (4)   | (4)   |
| ADR9                   |  | 46        | 109  | 25      | 70    | 23         | 69   | 0,00 | 0,00 | 2         | 8     | 11       | 40     | 9         | 17     | 0,00      | 4      | 1     | 1     |
| (Bordeaux)*            |  |           |      | 54,35   | 64,22 |            |      | x    | x    | 8,70      | 11,59 | 47,83    | 57,97  | 39,13     | 24,64  | 0,00      | 5,80   | 4,35  | 4,35  |
|                        |  |           |      |         | 9,87  |            |      | x    | x    | 2,90      |       |          | 10,14  |           | -14,49 |           | 1,45   |       |       |
|                        |  |           |      |         |       | Place Orga |      | x    | x    | (3)       | (3)   | (1)      | (1)    | (2)       | (2)    | x         | (4)    | (4)   | (4)   |
| ADR16                  |  | 125       | 129  | 76      | 77    | 75         | 76   | 0,00 | 0,00 | 8         | 11    | 42       | 37     | 22        | 22     | 0,00      | 6      | 3     | 3     |
| (Strasbourg)           |  |           |      | 60,80   | 59,69 |            |      | x    | x    | 10,67     | 14,47 | 56,00    | 48,68  | 29,33     | 28,95  | 0,00      | 7,89   | 4,00  | 4,00  |
|                        |  |           |      |         | -1,11 |            |      | x    | x    | 3,81      |       |          | -7,32  |           | -0,39  |           | 3,89   |       |       |
|                        |  |           |      |         |       | Place Orga |      | x    | x    | (3)       | (3)   | (1)      | (1)    | (2)       | (2)    | x         | (4)    | (4)   | (4)   |
| TOTAL                  |  | 1905      | 1951 | 1115    | 1135  | 1086       | 1103 | 0,00 | 0,00 | 236       | 249   | 554      | 557    | 232       | 240    | 0,00      | 57     | 64    | 64    |
| CHERCHEURS             |  |           |      | 58,53   | 58,18 |            |      | x    | x    | 21,73     | 22,57 | 51,01    | 50,50  | 21,36     | 21,76  | 0,00      | 5,17   | 5,89  | 5,89  |
|                        |  |           |      |         | -0,35 |            |      | x    | x    | 0,84      |       |          | -0,51  |           | 0,40   |           | -0,73  |       |       |
|                        |  |           |      |         |       | Place Orga |      | x    | x    | (2)       | (2)   | (1)      | (1)    | (3)       | (3)    | x         | (4)    | (4)   | (4)   |

\* : Le "Grand Ouest" (Rennes, Angers, ...) était rattaché à l'ADR7 (Lille) en 1995 et est passé à l'ADR9 (Bordeaux) en 1998.

## CAP INSERM (TOTAL PAR CAP)

1998-1995

| CHERCHEURS          |          |      |         |       |          |            |        |        |           |         |          |        |           |         |           |         |       |
|---------------------|----------|------|---------|-------|----------|------------|--------|--------|-----------|---------|----------|--------|-----------|---------|-----------|---------|-------|
|                     | Inscrits |      | Votants |       | Exprimés |            | CFTC   |        | SGEN-CFDT |         | SNCS-FSU |        | SNIRS-CGC |         | SNTRS-CGT |         | USCA  |
|                     | 95       | 98   | 95      | 98    | 95       | 98         | 95     | 98     | 95        | 98      | 95       | 98     | 95        | 98      | 95        | 98      | 95    |
| CAP 1 (DR)          | 748      | 774  | 469     | 484   | 452      | 472        | 0,00   | 0,00   | 107       | 104     | 241      | 264    | 104       | 104     | 0,00      | 0,00    | 0,00  |
|                     |          |      | 62,70   | 62,53 |          |            | x      | x      | 23,67     | 22,03   | 53,32    | 55,93  | 23,01     | 22,03   | x         | x       | x     |
|                     |          |      |         | -0,17 |          |            | x      | x      |           | -1,64   |          | 2,61   |           | -0,97   | x         | x       | x     |
|                     |          |      |         |       |          | ELUS       | x      | x      | 1 élu     | 1 élu   | 2 élus   | 2 élus | 1 élu     | 1 élu   | x         | x       | x     |
| CAP 2 (CR)          | 1157     | 1177 | 646     | 651   | 634      | 631        | 0,00   | 0,00   | 129       | 145     | 313      | 293    | 128       | 136     | 0         | 57      | 64    |
|                     |          |      | 55,83   | 55,31 |          |            | x      | x      | 20,35     | 22,98   | 49,37    | 46,43  | 20,19     | 21,55   | 0,00      | 9,03    | 10,09 |
|                     |          |      |         | -0,52 |          |            | x      | x      |           | 2,63    |          | -2,93  |           | 1,36    |           | -1,06   |       |
|                     |          |      |         |       |          | ELUS       | x      | x      | 1 élu     | 1 élu   | 3 élus   | 3 élus | 1 élu     | 1 élu   | x         | x       | x     |
| TOTAL CHERCHEURS    | 1905     | 1951 | 1115    | 1135  | 1086     | 1103       | 0,00   | 0,00   | 236       | 249     | 554      | 557    | 232       | 240     | 0,00      | 57      | 64    |
|                     |          |      | 58,53   | 58,18 |          |            | x      | x      | 21,73     | 22,57   | 51,01    | 50,50  | 21,36     | 21,76   | 0,00      | 5,17    | 5,89  |
|                     |          |      |         | -0,35 |          |            | x      | x      |           | 0,84    |          | -0,51  |           | 0,40    |           | -0,73   |       |
|                     |          |      |         |       |          | Place Orga | x      | x      | (2)       | (2)     | (1)      | (1)    | (3)       | (3)     | x         | (4)     | (4)   |
| ITA                 |          |      |         |       |          |            |        |        |           |         |          |        |           |         |           |         |       |
|                     | Inscrits |      | Votants |       | Exprimés |            | CFTC   |        | SGEN-CFDT |         | SNCS-FSU |        | SNIRS-CGC |         | SNTRS-CGT |         | USCA  |
|                     | 95       | 98   | 95      | 98    | 95       | 98         | 95     | 98     | 95        | 98      | 95       | 98     | 95        | 98      | 95        | 98      | 95    |
| CAP 3 (IR)          | 289      | 290  | 180     | 194   | 171      | 188        | 11     | 0,00   | 72        | 78      | 0,00     | 0,00   | 32        | 50      | 56        | 60      | 0,00  |
|                     |          |      | 62,28   | 66,90 |          |            | 6,43   | 0,00   | 42,11     | 41,49   | x        | x      | 18,71     | 26,60   | 32,75     | 31,91   | x     |
|                     |          |      |         | 4,61  |          |            |        | -6,43  |           | -0,62   | x        | x      |           | 7,88    |           | -0,83   | x     |
|                     |          |      |         |       |          | ELUS       | x      | x      | 2 élus    | 2 élus  | x        | x      | 1 élu     | 1 élu   | 1 élu     | 1 élu   | x     |
| CAP 4 (IE)          | 531      | 542  | 359     | 360   | 355      | 349        | 36     | 44     | 150       | 134     | 0,00     | 0,00   | 71        | 78      | 98        | 93      | 0,00  |
|                     |          |      | 67,61   | 66,42 |          |            | 10,14  | 12,61  | 42,25     | 38,40   | x        | x      | 20,00     | 22,35   | 27,61     | 26,65   | x     |
|                     |          |      |         | -1,19 |          |            |        | 2,47   |           | -3,86   | x        | x      |           | 2,35    |           | -0,96   | x     |
|                     |          |      |         |       |          | ELUS       | x      | x      | 2 élus    | 2 élus  | x        | x      | 1 élu     | 1 élu   | 1 élu     | 1 élu   | x     |
| CAP 5 (AI)          | 296      | 300  | 200     | 209   | 190      | 197        | 16     | 21     | 84        | 73      | 0,00     | 0,00   | 31        | 47      | 59        | 56      | 0,00  |
|                     |          |      | 67,57   | 69,67 |          |            | 8,42   | 10,66  | 44,21     | 37,06   | x        | x      | 16,32     | 23,86   | 31,05     | 28,43   | x     |
|                     |          |      |         | 2,10  |          |            |        | 2,24   |           | -7,15   | x        | x      |           | 7,54    |           | -2,63   | x     |
|                     |          |      |         |       |          | ELUS       | x      | x      | 1 élu     | 1 élu   | x        | x      | x         | x       | 1 élu     | 1 élu   | x     |
| CAP 6 (TR)          | 668      | 675  | 404     | 435   | 391      | 415        | 30     | 46     | 135       | 82      | 0,00     | 0,00   | 72        | 106     | 154       | 181     | 0,00  |
|                     |          |      | 60,48   | 64,44 |          |            | 7,67   | 11,08  | 34,53     | 19,76   | x        | x      | 18,41     | 25,54   | 39,39     | 43,61   | x     |
|                     |          |      |         | 3,97  |          |            |        | 3,41   |           | -14,77  | x        | x      |           | 7,13    |           | 4,23    | x     |
|                     |          |      |         |       |          | ELUS       | x      | x      | 2 élus    | 1 élu   | x        | x      | 1 élu     | 2 élus  | 3 élus    | 3 élus  | x     |
| CAP 7 (AJT)         | 227      | 226  | 116     | 116   | 111      | 104        | 0,00   | 17     | 73        | 0,00    | 0,00     | 0,00   | 38        | 35      | 0,00      | 52      | 0,00  |
|                     |          |      | 51,10   | 51,33 |          |            | 0,00   | 16,35  | 65,77     | 0,00    | x        | x      | 34,23     | 33,65   | 0,00      | 50,00   | x     |
|                     |          |      |         | 0,23  |          |            |        | 16,35  |           | -65,77  | x        | x      |           | -0,58   |           | 50,00   | x     |
|                     |          |      |         |       |          | ELUS       | x      | x      | 3 élus    | x       | x        | x      | 1 élu     | 2 élus  | x         | 2 élus  | x     |
| CAP 8 (AGT)         | 160      | 140  | 67      | 70    | 61       | 61         | 61     | 33     | 0,00      | 0,00    | 0,00     | 0,00   | 0,00      | 0       | 0,00      | 28      | 0,00  |
|                     |          |      | 41,88   | 50,00 |          |            | 100    | 54,10  | x         | x       | x        | x      | x         | x       | 0,00      | 45,90   | x     |
|                     |          |      |         | 8,13  |          |            |        | -45,90 | x         | x       | x        | x      | x         | x       |           | 45,90   | x     |
|                     |          |      |         |       |          | ELUS       | 4 élus | 2 élus | x         | x       | x        | x      | x         | x       | x         | 2 élus  | x     |
| CAP 9 (AAR)         | 74       | 74   | 54      | 54    | 52       | 49         | 0,00   | 0,00   | 21        | 19      | 0,00     | 0,00   | 14        | 16      | 17        | 14      | 0,00  |
|                     |          |      | 72,97   | 72,97 |          |            | x      | x      | 40,38     | 38,78   | x        | x      | 26,92     | 32,65   | 32,69     | 28,57   | x     |
|                     |          |      |         | 0,00  |          |            | x      | x      |           | -1,61   | x        | x      |           | 5,73    |           | -4,12   | x     |
|                     |          |      |         |       |          | ELUS       | x      | x      | 1 élu     | 1 élu   | x        | x      | x         | 1 élu   | 1 élu     | x       | x     |
| CAP 10 (SAR)        | 330      | 328  | 230     | 207   | 219      | 204        | 0,00   | 42     | 97        | 46      | 0,00     | 0,00   | 74        | 60      | 48        | 56      | 0,00  |
|                     |          |      | 69,70   | 63,11 |          |            | 0,00   | 20,59  | 44,29     | 22,55   | x        | x      | 33,79     | 29,41   | 21,92     | 27,45   | x     |
|                     |          |      |         | -6,59 |          |            |        | 20,59  |           | -21,74  | x        | x      |           | -4,38   |           | 5,53    | x     |
|                     |          |      |         |       |          | ELUS       | x      | 1 élu  | 3 élus    | 1 élu   | x        | x      | 2 élus    | 2 élus  | 1 élu     | 2 élus  | x     |
| CAP 11 (AJA)        | 133      | 116  | 72      | 60    | 65       | 57         | 13     | 0,00   | 25        | 29      | 0,00     | 0,00   | 27        | 28      | 0,00      | 0,00    | 0,00  |
|                     |          |      | 54,14   | 51,72 |          |            | 20,00  | 0,00   | 38,46     | 50,88   | x        | x      | 41,54     | 49,12   | x         | x       | x     |
|                     |          |      |         | -2,41 |          |            |        | -20,00 |           | 12,42   | x        | x      |           | 7,58    | x         | x       | x     |
|                     |          |      |         |       |          | ELUS       | 1 élu  | x      | 1 élu     | 2 élus  | x        | x      | 1 élu     | 1 élu   | x         | x       | x     |
| TOTAL ITA           | 2708     | 2691 | 1682    | 1705  | 1615     | 1624       | 167    | 203    | 657       | 461     | 0,00     | 0,00   | 359       | 420     | 432       | 540     | 0,00  |
|                     |          |      | 62,11   | 63,36 |          |            | 10,34  | 12,50  | 40,68     | 28,39   | x        | x      | 22,23     | 25,86   | 26,75     | 33,25   | x     |
|                     |          |      |         | 1,25  |          |            |        | 2,16   |           | -12,29  | x        | x      |           | 3,63    |           | 6,50    | x     |
|                     |          |      |         |       |          | Place Orga | (4)    | (4)    | (1)       | (2)     | x        | x      | (3)       | (3)     | (2)       | (1)     | x     |
| TOTAL CHERCHEUR+ITA | 4613     | 4642 | 2797    | 2840  | 2701     | 2727       | 167    | 203    | 893       | 710     | 554      | 557    | 591       | 660     | 432       | 597     | 64    |
|                     |          |      | 60,63   | 61,18 |          |            | 6,18   | 7,44   | 33,06     | 26,04   | 20,51    | 20,43  | 21,88     | 24,20   | 15,99     | 21,89   | 2,37  |
|                     |          |      |         | 0,55  |          |            |        | 1,26   |           | -7,03   |          | -0,09  |           | 2,32    |           | 3,53    | x     |
|                     |          |      |         |       |          | TOTAL ELUS | 5 élus | 3 élus | 17 élus   | 12 élus | 5 élus   | 5 élus | 9 élus    | 12 élus | 8 élus    | 12 élus | x     |
|                     |          |      |         |       |          | Place Orga | (5)    | (5)    | (1)       | (1)     | (2)      | (3)    | (3)       | (4)     | (4)       | (2)     | (6)   |

**ELECTIONS AUX CAP INSERM 1998 :**  
*Commentaires de la CE INSERM sur le communiqué du secteur Chercheur  
 SNTRS du 5 mai 1998*

La Commission Exécutive de la section nationale INSERM a également été informée du **communiqué du secteur Chercheurs du SNTRS-CGT daté du 5 mai 1998** sur les élections aux CAP INSERM.

Sans vouloir polémiquer, elle s'étonne du ton de ce texte et surtout tient à rétablir certaines contrevérités. Dire qu'il y aurait eu de la part de la section INSERM un « refus de laisser les chercheurs élaborer leur profession de foi » est absurde car une profession de foi s'élabore collectivement au niveau de la seule instance décisionnelle du syndicat (la commission exécutive) et ce dans un cadre intercatégoriel. La décision de faire 2 professions de foi séparées (ITA et Chercheur), avec un « chapeau » commun qui insiste sur l'interprofessionnel et sur l'intercatégoriel comme force spécifique du SNTRS-CGT, a été prise à la CE INSERM du 20 février 1998. Le refus de considérer la CE INSERM comme la seule instance décisionnelle par certains responsables du secteur chercheurs est à l'origine du blocage actuel. **La CE INSERM réaffirme son attachement au travail intercatégoriel** ainsi qu'à la prise en compte des activités spécifiques de chaque catégorie avec **l'objectif de réunir l'ensemble des personnels et non de les diviser**. Quant à la « stagnation » de la CGT chez les « cadres » (Chercheurs et Ingénieurs), voire sa « marginalisation », cela est aller bien vite car les pertes sont non significatives, au moins pour les corps d'ingénieurs (cf page 9). Il faut souligner que le vote CGT a toujours été plus difficile chez les « cadres » surtout dans le milieu de la recherche publique. Le fait d'obtenir **entre 28% et 32% pour les corps d'ingénieurs est donc un résultat satisfaisant pour le SNTRS-CGT** même s'il ne faut pas s'en contenter et travailler à une progression de la CGT dans ce milieu. Enfin, la CE INSERM ne peut que déplorer l'absence de chercheurs à la réunion du 15 mai malgré le fait qu'il y a 7 chercheurs parmi les membres de la CE.

Paris, le 15 mai 1998.

**COMPTE RENDU DE LA REUNION UGFF  
 du 14 avril 98 SUR LA PRECARITE.  
 Compte rendu rédigé par FRANCOIS FAVIER de l'INSERM.**

Contre la précarité, pour l'emploi public statutaire

Forum, luttes, témoignages des précaires de la fonction publique de l'état, organisé par L'UGFF-CGT, le 14 avril à Paris, Ministère du Travail et de la Solidarité

A cette réunion ont participé une centaine de personnes appartenant aux institutions suivantes : ministères (Travail et Solidarité, Défense, Agriculture, Affaires Etrangères, Culture, Education Nationale, Finances) DRASS, DDASS, DDTE, TAS, Service Hydrographique et Océanographique. Je représentais la CE de la Section Nationale INSERM, accompagné de deux hors-statuts de Montpellier.

Les participants venaient de tous les coins de France : Auch, Brest, Clermont-Ferrand, Lyon, Rouen, Toulouse, Côtes d'Armor, Franche-Comté, Tarbes, Montpellier...et Paris. L'UGFF était représenté par Bernard Lhubert, Pierre Judith et Danielle Sallandre.

Les diverses situations ont été exposées, marquées par l'explosion des associations de gestion relais de l'état, la flexibilité, le temps partiel imposé, l'absence de droits et d'avantages, l'absence de primes et d'avancement pour ces salariés précaires (appelés également non titulaires ou hors statut), qui sont souvent vacataires ou sur contrat depuis plus de dix ans. Aujourd'hui la gravité de la précarité dans la Fonction Publique se mesure par son importance numérique (800 000 non titulaires, plus de 300 000 CES) et par les conditions de vie de plus en plus difficiles qu'elle entraîne. La majorité des intervenants ont laissé transparaître une forte charge émotionnelle composée d'angoisse et d'agressivité. Celle-ci s'est d'ailleurs manifestée dans des échanges un peu vifs entre personnels statutaires et précaires. Pour les uns, le blocage des carrières et de la mobilité, les bas salaires dans la FP, seraient (entre autre) liés à la présence des hors-statuts ; pour les autres, les statutaires seraient insensibles à leur situation, quand ils ne tirent pas profit des personnels précaires pour s'éviter des tâches désagréables! Heureusement ces points de vue étaient minoritaires et chacun a vite compris que l'intérêt de tous résidait dans l'union dans la lutte pour les créations de poste et l'embauche de hors-statuts.

Un point important qui a fait débat est la question du concours : s'il est indispensable de le maintenir pour un accès égal pour tous, et non pas à la tête du client, dans la FP, comment l'imposer à des personnes qui occupent un poste sur contrat depuis dix ans ou plus ?! La voie de la titularisation sur place par examen professionnel a été proposée ; il a été décidé, pour éviter les dérives, que les personnels essaient au maximum d'assister aux concours déjà mis en place dans le cadre de la Loi Perben (signé en mai 1996 entre le ministre de la FP et 6 organisations syndicales à l'exception de la CGT, ce protocole d'accord comprend plusieurs volets : titularisation progressive de 150 000 contractuels remplissant certaines conditions - exclusion des personnels des établissements publics (hors ceux de l'enseignement) et des exploitants publics (Postes et France Télécom), des personnels payés sur les ressources propres des établissements, par exemple les établissements de recherche ; les seuls personnels concernés sont les auxiliaires ou vacataires uniquement de niveau C pour ce qui est des agents de l'état, rien pour les CES et CDD ; conditions cumulatives d'ancienneté : l'équivalent de 4 ans de service à temps complet au cours des 8 dernières années, avec une quotité de travail au moins égale au mi-temps, des durées d'emploi qui ne soient pas inférieures à 10 mois chaque année, et être en fonction au moment de la signature du protocole- par des concours spécifiques, extension des avantages sociaux des titulaires aux contractuels, clarification et harmonisation de leurs situations, plus grande transparence dans les recrutements par information des CTP. Il s'agit là d'un dispositif sur 3 ans qui multiplie les critères d'exclusion. La CGT a demandé que ces critères soient revus et qu'un moratoire soit établi).

Un autre point débattu est celui des mesures transitoires et des moyens pour améliorer la situation actuelle des précaires : luttés contre les licenciements ou les non-renouvellements de CDD, contenu des relations contractuelles (type de contrat), garanties sociales et institutionnelles (congés, CAP...), indemnisation du chômage. Tout ce qui va dans le sens de l'amélioration des droits sociaux des personnels est bien évidemment positif. Toute victoire est bonne à prendre. Encore faut-il que cela ne s'inscrive pas dans une politique visant à pérenniser le non titulariat, ce qui ne serait bon ni pour les personnels non titulaires qui seraient maintenus de fait dans une situation de précarité, ni pour les personnels titulaires qui verraient ainsi fragiliser le statut.

La vraie solution est de créer des emplois dans la FP, parce qu'il y a des besoins à satisfaire. La lutte pour ces créations d'emploi passe par la solidarité titulaires/non titulaires, par la prise en compte dans la CGT des problèmes des précaires qui doivent se sentir à l'aise dans notre syndicat, pouvoir s'y exprimer librement. Cela passe aussi par l'unité sur le terrain de toutes les administrations, éventuellement l'action intersyndicale, pour préparer un temps fort de façon transversale, si possible au niveau des départements. Il faut que la réalité de la précarité dans la FP éclate au grand jour, comme doivent être connues les attaques contre le statut, les carrières et les salaires des fonctionnaires.

Les revendications de l'UGFF qui pourraient être débattues partout sont :

- Emploi à temps plein de tous les précaires qui le souhaitent.
- Un moratoire engageant le Gouvernement, les administrations, les collectivités, les établissements sur l'arrêt des licenciements et non renouvellement des contrats de tous les précaires, CES inclus.
- Un recensement contradictoire (Administration/Organisations syndicales), au plus près des services, des précaires employés afin qu'aucune situation ne soit écartée.
- La mise en oeuvre d'un vaste plan de titularisation de tous les précaires, accompagné des créations d'emplois statutaires correspondants avec des mesures préservant droits et situations des personnels titulaires en place.
- Un texte général, contraignant à l'égard des différents Ministères, Administrations, Collectivités, Etablissements pour appliquer ce plan.
- Des mesures permettant de mettre réellement un terme à la précarité et s'opposer à son renouvellement, ce qui passe par :
  - Une modification des textes statutaires pour empêcher le recours à l'emploi précaire.
  - Des mesures de gestion négociées et transparentes permettant de mettre en oeuvre d'autres solutions que le recours à la précarité.
- Un contrôle de l'emploi public au travers des comités techniques paritaires à tous les niveaux.

Une lettre ouverte doit être adressée dans ce sens par l'UGFF au Ministre de l'Emploi et de la Solidarité.